

Le rapport Werner dans les médias internationaux de l'époque

Source: DANESCU, Elena Rodica. «Le rapport Werner dans les médias internationaux de l'époque», dans Une relecture du rapport Werner du 8 octobre 1970 à la lumière des archives familiales Pierre Werner. Sanem: CVCE, 2012. Disponible à l'adresse: www.cvce.eu.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_rapport_werner_dans_les_medias_internationaux_de_l_epoque-fr-e64b89bd-fb55-4c8b-bad8-8b67caoeff2f.html



Date de dernière mise à jour: 07/07/2016

Le rapport Werner dans les médias internationaux de l'époque¹

Lors de sa réunion préliminaire qui s'est déroulée à Luxembourg le 11 mars 1970, le groupe Werner convient de travailler en comité restreint et dans une atmosphère confidentielle². La parcimonie avec laquelle le comité gère le flux d'informations vers l'extérieur fait que les médias consacrent peu d'articles³ à ses travaux, alors même qu'ils s'étaient fait un large écho du sommet de La Haye et de la désignation de Pierre Werner à la tête du groupe.

La présentation officielle du rapport final⁴ s'effectue dans le cadre d'une conférence de presse radiodiffusée que le président Werner donne le 8 octobre au Luxembourg devant un parterre de journalistes. Une semaine après, la Commission publie le plan par étapes en permettant ainsi une large diffusion. Les médias ne tardent pas à réagir. «Avant même que les Gouvernements aient pu se prononcer officiellement, les commentaires de presse révélaient que les controverses que nous avons soutenues en comité allaient se reproduire dans le jugement du public et des Gouvernements»⁵.

La presse allemande, «[...] tout en se demandant, comme bien d'autres, si certaines visions du rapport n'étaient pas utopiques»⁶, salue le travail du groupe d'experts sous l'impulsion de Pierre Werner⁷ et insiste sur la nécessité de respecter le calendrier de réalisation de l'Union économique et monétaire préconisé par le plan par étapes⁸. Quelques jours plus tard, les médias allemands et étrangers relayent les propos de Karl Schiller, ministre fédéral de l'Économie, qui, dans le cadre d'une conférence de presse tenue le 20 octobre 1970 analyse en termes favorables le plan Werner et exprime le souhait de voir ce rapport ratifié tel quel avant la fin de l'année⁹. Le ministre allemand, dont le pays a soutenu le préalable de la coordination des politiques économiques au sein de la CEE, salue tout particulièrement le compromis trouvé par le plan par étapes entre les thèses économistes (soutenues notamment par l'Allemagne et les Pays-Bas) et les thèses monétaristes (appuyées par la France) qui ont émaillé les débats du groupe Werner et «la juste balance» entre les rapprochements économiques et monétaires des Six qui doivent être accomplis parallèlement. En outre, «l'union économique et monétaire doit permettre d'assurer l'expansion et la stabilité à l'intérieur de la Communauté, renforcer sa contribution à l'équilibre économique et monétaire dans le monde et faire de la Communauté un bloc de stabilité»¹⁰. Le gouvernement de Bonn a donc réussi à faire prévaloir l'un des principes fondamentaux de sa politique économique telle qu'elle avait été énoncée dans les propositions présentées en début d'année à ses partenaires¹¹.

Les médias français relayent tout d'abord les déclarations faites le 16 octobre au déjeuner-débat du *Cercle de l'Opinion*¹² par Pierre Werner¹³, ainsi que par Raymond Barre et Robert Marjolin sur le thème de l'union monétaire¹⁴. Le rapport Werner est seulement mentionné. Les commentaires ne portent guère sur les questions économiques de l'union monétaire dont l'utilité n'est pas contestée et dont on rappelle qu'elle est un des éléments-clés définis par le sommet de La Haye. En revanche, les aspects politiques épineux, plus précisément les délégations de souveraineté, sont évoqués pour exhorter à l'action¹⁵ ou pour s'en indigner¹⁶. Sous le titre «Les yeux ouverts», *Le Figaro* du 18 octobre 1970 met en garde au sujet du choix capital propre à remettre en jeu même la notion d'indépendance nationale dans le domaine budgétaire. «Il s'agit d'une orientation fondamentale, dont nul ne saurait décider, sinon le Président de la République. [...] Nous demandons que le choix ne soit pas décidé en dehors d'une claire explication devant l'opinion publique. [...] C'est avec les yeux ouverts que la France doit décider quel sacrifice elle est prête à faire et quels abandons elle se doit de refuser». *Le Monde* est le premier à publier un long examen critique du rapport Werner¹⁷. Ce journal défend une approche contraire à celle du *Figaro* estimant que les problèmes ne se

posent pas sur le plan politique dans la mesure où dans les faits, l'intégration des marchés financiers et la coordination des politiques monétaires contraignent les souverainetés nationales¹⁸. L'Europe doit s'inspirer de l'expérience des États-Unis d'Amérique qui ont vécu un siècle et demi sans banque centrale, mais où un seul système monétaire s'imposait à tous. «C'est ce qui manque aujourd'hui, où la souveraineté du Franc et du DM est un anachronisme»¹⁹. Le rapport Werner aurait dû expliquer comment la monnaie européenne sera convertible dans les autres monnaies et comment les Six parviendront à une égalisation des prix qui paraît indispensable. «Le prix à payer n'est pas politique. Il consiste à accepter la discipline monétaire»²⁰. Le journaliste remarque que la procédure de consultation destinée à adapter les politiques économiques à des prévisions à moyen terme est aussi contestable que l'adaptation de l'économie française aux prévisions incertaines du plan Werner. Il regrette enfin que le rapport n'aborde pas le problème de l'adhésion britannique. L'article se conclut en soulignant l'existence de deux «mirages dangereux». Le premier, c'est le repli sur soi-même dans une union économique et de paiements renforcée qui exclurait la convertibilité avec les autres monnaies. Le deuxième pointe la création d'une monnaie de réserve européenne qui deviendrait créatrice d'inflation par les mêmes voies que le dollar²¹. L'auteur remarque toutefois que l'ambiance favorable à l'unité monétaire de l'Europe est beaucoup plus détendue et plus marquée qu'il y a quelques mois ou années.

Les médias des autres pays européens se montrent tout aussi intéressés, notamment après la publication des propositions de la Commission²² sur l'édification par étapes de l'Union économique et monétaire dans la Communauté. Dans les États membres, on remarque les réactions publiques sur ces sujets en Italie²³, en Belgique²⁴ (où le baron Ansiaux, membre du groupe Werner²⁵ monte au créneau), ainsi qu'aux Pays-Bas (où Gerard Brouwers, membre du comité d'experts, s'exprime à son tour²⁶).

On retient tout particulièrement l'intérêt avec lequel la presse britannique, en perspective de l'adhésion communautaire du Royaume-Uni, se penche sur le plan par étapes. Décortiquant la position de la Commission européenne, les quotidiens britanniques *The Financial Times*²⁷ et *The Times*²⁸ mettent en exergue son audace par rapport au groupe Werner «en raison des réticences de la France à certains accents fédéraux du plan». Le 16 novembre 1970, quelques jours avant la réunion du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne, les journaux britanniques reviennent sur les propositions du rapport Werner et analysent en détail le projet de réalisation d'une Union économique et monétaire européenne²⁹. Les médias d'outre-Manche considèrent ce projet comme «nébuleux et ésotérique», encore méconnu par leurs lecteurs qui, dans la perspective de l'adhésion communautaire du Royaume-Uni, se préoccupent notamment des implications de la Politique agricole commune sur l'économie du pays. Le rapport Werner représentant le fruit du compromis entre les «économistes» (Allemagne, Pays-Bas, Italie) d'une part et les «monétaristes» (France et Belgique) d'autre part apparaît comme un document à la fois technique et politique. Technique, dans la mesure où il propose un ensemble d'actions précises à mener au niveau monétaire, plus détaillées pour la première étape, dans lesquelles les banques centrales des États membres sont appelées à jouer un rôle éminent. Politique, parce que pour déclencher l'édification d'une union économique et monétaire, les déclarations d'engagement du sommet de La Haye doivent impérativement s'accompagner de mesures concrètes. La Commission des CE a élaboré ses propres propositions basées sur le rapport Werner, lesquelles seront sur l'agenda du Conseil des ministres du 23 novembre et du 14 décembre [1970]. Un accord des Six pour la mise en œuvre de la première étape se dessine, même si la France ne renonce manifestement pas à ses réserves sur certains aspects supranationaux. Le schéma de rétrécissement des marges de fluctuation entre les monnaies communautaires et le système de parités liées au dollar («le

serpent dans le tunnel») sont largement expliqués³⁰ dans l'idée que la livre sterling pourra être concernée³¹. La réussite du plan par étapes signifie une monnaie commune, voire unique, qui suppose nécessairement «une union budgétaire, des politiques communes et une certaine forme de gouvernement européen»³². La presse britannique présage que le transfert des responsabilités nationales au plan communautaire et la cession de certains éléments de souveraineté nationale seront mouvementés. Dans ce contexte, la confrontation «monnaies nationales» *versus* «monnaie commune» ne tardera pas à se manifester davantage, tant au niveau politique que dans l'opinion publique des États membres.

La presse suisse s'intéresse à son tour au plan par étapes³³. «Le Comité Werner va plus loin que la Constitution suisse» annonce la *Gazette de Lausanne* dans l'éditorial du 22 octobre 1970 et conclut que «quelles que soient les failles qu'on ne manquera pas de découvrir dans l'esquisse du comité Werner et le scepticisme qu'on pourra témoigner à l'égard d'un système dont l'application exigera de nouvelles et profondes entailles aux prérogatives de la souveraineté nationale, cet ambitieux projet monétaire doit être pris au sérieux: à moins d'incidents majeurs au niveau politique, la Communauté est sur le point d'entrer dans la voie qui conduira à l'unité monétaire et effectuera, par la même, un pas vers un "super-État" européen dont elle rêve depuis une douzaine d'années»³⁴.

Lors de la publication des propositions de la Commission, les comparaisons avec les préconisations du rapport Werner sont inévitables. Le *Bulletin quotidien Europe*, qui commente dès le début le plan par étapes³⁵, réagit en premier. «La Commission est, certes, en accord avec le plan Werner, [...] mais les formules qu'elle emploie sont moins profilées. [...] La seule différence importante concerne le "centre de décision communautaire" en matière de politique économique préconisé par le rapport, qu'on ne retrouve pas, en tant que tel, dans les propositions de la Commission. [...] Autre différence: là où le rapport préconise la réunion, avant la première étape, d'une conférence intergouvernementale pour créer les nouveaux instruments institutionnels, la Commission ramène le problème au cadre communautaire. En substance, elle revendique le droit, qui est le sien, de juger si et quand des réformes seront nécessaires et se réserve de les proposer»³⁶. Le gouvernement allemand exprime son mécontentement pour l'interprétation que la Commission donne au rapport Werner. Bonn prend position et les médias la relayent de suite: «les propositions de la Commission pour la mise en place par étapes d'une union économique et monétaire sont trop limitées et ne vont pas assez loin»³⁷.

Les sessions du Conseil des ministres où sont examinées les propositions de la Commission ainsi que les décisions nécessaires au démarrage de la première étape de l'Union économique et monétaire concentrent davantage l'attention des médias dans les six États membres. La presse allemande est celle qui consacre le plus d'espace éditorial aux débats du Conseil et se montre la plus critique³⁸. La presse d'information des autres pays s'en préoccupe aussi³⁹. Notons à ce propos les commentaires de Pierre Mendès-France livrés au quotidien luxembourgeois *Tageblatt* au sujet des décisions du Conseil des ministres du 8 février 1970 (portant sur les mesures de mise en place d'une Union économique et monétaire), l'ancien Premier ministre français insistant surtout sur les possibles effets d'une telle union pour l'Europe⁴⁰. On remarque également la prise de position de l'archiduc Otto de Habsbourg, vice-président de l'Union paneuropéenne internationale, qui se félicite de l'accord trouvé entre les Six pour la mise sur les rails d'une union monétaire européenne⁴¹.

Même si la tâche du groupe qu'il a présidé est achevée le 9 février 1971 (après la réunion du Conseil des ministres des C.E.), Pierre Werner continue à s'investir dans la défense des

réflexions du comité d'experts qu'il a présidé, à travers notamment des conférences, débats publics et interviews. La presse suit ses efforts et s'en fait le relais régulier⁴².

¹ Cette section est le résultat d'une exploitation intensive des archives familiales Pierre Werner, qui font preuve d'une remarquable richesse en matière d'articles, de commentaires, d'analyses, etc. parus dans la presse écrite d'information et spécialisée (européenne – des États membres, mais aussi de Grande-Bretagne et de Suisse – et internationale, y compris des États-Unis, du Canada, de l'URSS et du Japon) sur des sujets économiques et financiers en général et ciblant les travaux du comité Werner (notamment l'élaboration du rapport Werner et ses suites) en particulier. Les sources analysées font partie des sections d'archives référencées sous PW 048 intitulée *Intégration monétaire de l'Europe. Le Plan Werner: 1970*, PW 049 intitulée *1970-1971. UEM: Le Plan Werner. Réunion Ministres des Finances septembre 1970*, PW 051 intitulée *1962-1978. Union économique et monétaire: Rétrospective* et PW 053 intitulée *1970-1972. Intégration Monétaire de l'Europe. Études*.

Sauf mention contraire, tous les documents cités dans la présente étude ont comme source www.cvce.eu.

² «Les délibérations du groupe sont considérées comme confidentielles et ne donnent lieu qu'à des comptes rendus succincts». Cf. *Projet de compte rendu de la première réunion du groupe ad hoc Plan par étapes*, 20 mars 1970, Bruxelles, 31 mars 1970, ORII/22/70-F Communautés européennes, Secrétariat du groupe «Plan par étapes». In *Archives familiales Pierre Werner*. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

³ À l'exception du *Bulletin quotidien Europe* édité par l'agence d'information Europe (fondée à Bruxelles en 1953) et qui fournit au jour le jour une information complète et détaillée en matière de construction européenne. Parmi les articles parus dans différentes publications sur les travaux du comité Werner, on pourra mentionner «Europäische Währung in Sicht. Staatsminister Pierre Werner legt Stufenplan vor» (*Luxemburger Wort*, Luxembourg, 24 février 1970), «L'Europe en route vers l'union monétaire. Esquisse d'un plan d'action en sept étapes présenté par M. Pierre Werner, président du gouvernement luxembourgeois, ministre des Finances» (*La Quotidienne*, Bruxelles, 25 février 1970), «M. Werner présidera la préparation de l'Union économique et monétaire» (*Le Monde*, 6 mars 1970). Le 4 juin 1970, l'hebdomadaire français *Problèmes économiques* reproduit un extrait d'un article publié le 16 mai 1970 dans l'hebdomadaire anglais *The Economist* sur le point de vue britannique sur le projet d'une union monétaire européenne.

⁴ *Rapport au Conseil et à la Commission concernant la réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire dans la Communauté (rapport Werner)*. Luxembourg, 8 octobre 1970, document L 6.956/II/70-D. In *Journal officiel des Communautés européennes*, n° C 136, supplément au Bulletin 11/1970, Luxembourg, 11 novembre 1970, pp. 41-65. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

⁵ WERNER, Pierre. *Itinéraires luxembourgeois et européens. Evolutions et souvenirs: 1945-1995*. Luxembourg: Éditions Saint-Paul, 1991, tome II, p 132.

⁶ *Ibid.*

⁷ Le 17 octobre 1970, le quotidien allemand *Stuttgarter Zeitung* salue l'engagement de Pierre Werner, ministre d'État, président du gouvernement et ministre des Finances du Luxembourg, en faveur d'une Union économique et monétaire européenne. Le 24 octobre 1970, le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* consacre un ample article qui dresse *le portrait du président du groupe d'experts, Pierre Werner*. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

⁸ Sous le titre «*Bonn drängt auf Verabschiedung des Werner-Plans für die EWG*» («Bonn insiste sur l'adoption du Plan Werner pour la C.E.E.»), le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* publie le 17 octobre 1970 un important commentaire qui insiste sur le respect du calendrier de la réalisation de l'Union économique et monétaire européenne préconisé par les conclusions du plan Werner. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

⁹ Il s'agit d'une conférence de presse donnée par Karl Schiller le 20 octobre 1970, amplement relayée par les médias des pays européens, y compris non communautaires, dont *Le Journal de Genève* du 21 octobre 1970 qui publie l'article «Le ministre Schiller commente favorablement le plan Werner».

¹⁰ *Rapport au Conseil et à la Commission concernant la réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire dans la Communauté (rapport Werner)*. Luxembourg, 8 octobre 1970, document L 6.956/II/70-D. In *Journal officiel des Communautés européennes*, n° C 136, supplément au Bulletin 11/1970, Luxembourg, 11 novembre 1970, p. 41.

¹¹ Il s'agit de la position officielle allemande sur l'intégration monétaire – le plan Schiller – rendue publique dans le mémorandum que le ministre de l'Économie Karl Schiller présente le 12 février 1970. In *Tagesnachrichten des Bundesministeriums für Wirtschaft*, 27.2.1970, n° 6122. Voir aussi TIETMEYER Hans. *Währungsstabilität für Europa*. Nomos, 1996, pp. 88-94.

¹² Le 16 octobre 1970, le cénacle de débats politiques *Cercle de l'Opinion* animé par Gabriel du Chastain organise à Paris un déjeuner-débat auquel Pierre Werner est hôte d'honneur. Devant des hommes politiques (notamment Raymond Barre et Robert Marjolin) et des journalistes, Pierre Werner expose la démarche du plan par étapes, mettant en lumière le fait que le comité d'experts ait choisi «une ligne médiane qu'indique déjà la notion d'étapes et de progression et que confirme le parallélisme entre le développement économique et la coopération monétaire sur lesquels s'aligne à partir d'un stade plus avancé la coopération politique».

¹³ *Exposé de Pierre Werner devant le Cercle de l'Opinion (Paris, 16 octobre 1970)*. In *Bulletin de documentation*. Direction de la publication Service Information et Presse-Ministère d'État. 26.10.1970, n° 6; 26^e année. Luxembourg, p. 3. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

¹⁴ Voir section 4.3 intitulée «Réactions du Conseil».

¹⁵ Dans ses éditions des 17-18 octobre 1970, *Le Figaro* analyse le rapport Werner et conclut qu'il implique des transferts rapides de souveraineté et que «sa mise en œuvre montrera s'il existe une véritable volonté politique de faire l'Europe».

¹⁶ Dans les articles sur ce thème qu'ils publient, les quotidiens *L'Humanité* du 17 octobre et *La Nation* du 18 octobre 1970, soulignant les implications politiques du plan par étapes au niveau des Six, estiment que «l'affaire n'ira pas sans contestation sur le plan politique» et suggèrent d'en remettre le choix au président de la République. *L'Humanité*

du 19 octobre 1970 ne conçoit pas que le budget de la France puisse être fixé à Bruxelles et s'indigne que «le gouvernement gaulliste-centriste [...] [soit] prêt à céder les droits nationaux de la France contre un soutien monétaire à l'actuel Pouvoir».

¹⁷ «[Unification monétaire et souveraineté nationale](#)» par Paul Fabra, *Le Monde*, 20 octobre 1970. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

¹⁸ Dans son numéro précédent (18-19 octobre 1970), *Le Monde* avait analysé le rapport Werner sans commentaires, mais en citant la déclaration de Raymond Barre au déjeuner-débat du Cercle de l'Opinion, selon laquelle «les progrès ne sauraient être obtenus par contrainte ou injonction».

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ Ensuite, les médias français restent très attentifs aux diverses évolutions portant sur l'approbation du rapport Werner et en informent le public de manière détaillée (ex.: «[Les discussions des "Six" sur l'union économique et monétaire](#)» dans *Le Monde* du 24 novembre 1970 rendant compte des débats du Conseil des ministres des Affaires étrangères et des Finances des Six au sujet du rapport Werner sur la faisabilité d'une Union économique et monétaire européenne; «[Le Rapport Werner engage l'avenir de l'Europe](#)» dans *Le Monde diplomatique*, Novembre 1970, analyse favorablement les propositions contenues dans le rapport Werner sur la réalisation par étapes d'une Union économique et monétaire européenne). (Documents consultés le 10 octobre 2012.)

²² [Communication et propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à l'institution par étapes de l'union économique et monétaire](#), document COM(70)1250, 29.10.1970. In Journal officiel des Communautés européennes, annexe C 140 du 26 novembre 1970, p. 1. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

²³ Le 27 octobre 1970, le quotidien italien *Corriere della Sera* publie l'article intitulé «[Il "piano Werner" all'esame del Mec](#)» («Le plan Werner soumis à l'examen du Marché commun»), dans lequel sont exprimés les espoirs et les critiques suscités par les propositions du comité Werner sur la réalisation par étapes d'une Union économique et monétaire entre les Six. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

²⁴ Dans son article «[Union économique et monétaire: premières propositions concrètes de la Commission européenne](#)» du 5 novembre 1970, le quotidien *Le Soir* expose les propositions formulées par la Commission européenne relatives au projet de la réalisation d'une Union économique et monétaire telle que préconisée dans le rapport Werner. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

²⁵ Le baron Hubert Ansiaux, président de la Banque nationale de Belgique, président du Comité des gouverneurs des banques centrales et membre, à ce titre, du groupe Werner, explique le plan par étapes devant la Société royale d'économie politique lors d'une conférence qui s'est déroulée le 6 novembre 1970. Le lendemain, dans son édition du 7 novembre 1970, le quotidien belge *Le Soir* expose amplement [les propos tenus par le baron Ansiaux](#). (Document consulté le 10 octobre 2012.)

²⁶ Le 28 octobre 1970, Gerard Brouwers, président du comité de politique conjoncturelle et membre du comité Werner, publie dans la revue *Economisch Statistische Berichten* (ESB) une analyse du plan par étapes dont il défend le caractère visionnaire. Voir: «[Naar een economische en monetaire unie](#)» («Vers une union économique et monétaire») dans *Economisch Statistische Berichten*. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

²⁷ «EEC tones down Werner plan to suit France» («La CEE tempère le plan Werner pour satisfaire la France») dans *The Financial Times* du 3 novembre 1970.

²⁸ «EEC Commission seeks political commitment to plan for economic union» («La Commission de la CEE recherche de l'engagement politique pour créer une union économique») dans *The Times* du 5 novembre 1970.

²⁹ «The politics of monetary union» («La politique de l'union monétaire») dans *The Financial Times* du 16 novembre 1970.

³⁰ L'article fait référence à la déclaration du ministre fédéral de l'Économie Karl Schiller du 20 octobre 1970 prônant, entre autres, la nécessité d'associer (formellement ou informellement) la Grande-Bretagne dans toutes les grandes discussions portant sur l'Union économique et monétaire.

³¹ Les journalistes britanniques sont d'avis qu'une livre flottante (même impensable dans l'immédiat) pourrait être justifiée soit au cours de l'étape préliminaire à l'adhésion, soit dans le cadre des premières dispositions transitoires. Pour son entrée dans la CEE, le Royaume-Uni s'est engagé à réduire progressivement la fonction de la livre sterling comme instrument de liquidité monétaire internationale.

³² *The Financial Times*, *ibid.*

³³ «Le rapport Werner» dans *Journal de Genève* du 23 octobre 1970; «L'union monétaire, objectif de la prochaine décennie» dans *Journal de Genève* du 24/25 octobre 1970; «Un défi européen: l'union monétaire» dans *Gazette de Lausanne* du 24/25 octobre 1970.

³⁴ «Le Comité Werner va plus loin que la Constitution suisse» par Paul Keller dans la *Gazette de Lausanne* du 22 octobre 1970.

³⁵ Le plan Werner intéresse au plus haut degré cette publication qui lui consacre à maintes reprises son éditorial, écrit par Emanuele Gazzo, son rédacteur en chef. «[Le Plan Werner – \(1\) Globalité et irréversibilité](#)» (Le 19 octobre 1970, sont décrits les enjeux de la politique monétaire des Six telle qu'examinée dans le rapport Werner sur l'Union économique et monétaire); «[Le Plan Werner – \(2\) Union économique et union politique: deux choses différentes](#)» dans *Europe* (Le 20 octobre 1970, il s'interroge sur la praticabilité de la mise en œuvre des propositions du plan Werner sur l'Union économique et monétaire et sur son incidence sur le processus d'union politique européenne); «[Le Plan Werner – \(3\) Des transferts indispensables et ayant un but précis](#)» dans *Europe* (Le 21 octobre 1970, il examine la portée des réformes du

cadre institutionnel communautaire préconisées par le rapport Werner sur l'Union économique et monétaire); [«Le Plan Werner – \(4\) Le cercle vicieux des préalables a-t-il été rompu?»](#) dans *Europe* (Le 22 octobre 1970, il pointe la nécessité d'une Europe politique forte pour assurer la mise en œuvre du plan Werner). (Documents consultés le 10 octobre 2012.)

³⁶ Dans son éditorial du 30 octobre 1970, Emanuele Gazzo réalise une comparaison entre le rapport Werner et les propositions de la Commission et met ainsi en lumière les points communs et les différences entre les deux documents.

³⁷ „Bonn kritisiert Interpretation des Werner-Plans durch Brüssel” («Bonn critique l'interprétation du plan Werner par Bruxelles»). In *Franfurter Allgemeine Zeitung* du 5 novembre 1970.

³⁸ Sous le titre [«Nicht nur Beifall für den Werner-Plan»](#) («Pas seulement des applaudissements pour le Plan Werner»), le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* du 24 novembre 1970 commente les premiers débats du Conseil des ministres au sujet du rapport Werner, dont certaines conclusions sont rapidement contestées par l'Allemagne et par la France. Le même jour, dans un commentaire intitulé [«Frankreich bremst in Brüssel»](#) («La France freine à Bruxelles»), le quotidien *Der Abend* rend compte des débats du Conseil des ministres des Affaires étrangères et des Finances des Six au sujet du plan par étapes et met particulièrement en avant le désaccord à ce sujet entre la France et ses partenaires de la CEE. Le 14 décembre 1970, dans le cadre des négociations sur le plan Werner, le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, sous le titre [«In Brüssel geht es um den Werner-Plan»](#) («Le sort du Plan Werner se joue à Bruxelles»), expose la position de la France en matière d'Union économique et monétaire. Ensuite, c'est au tour du *Franfurter Allgemeine Zeitung* de décrire les discussions difficiles entre les États membres sur la mise en place d'une Union économique et monétaire, telle que préconisée dans le rapport Werner, en s'interrogeant notamment sur la résistance de la France ([«Frankreichs letztes Wort?»](#)). [«Le dernier mot de la France?»] in *Franfurter Allgemeine Zeitung* du 16 décembre 1970). Le 21 décembre 1970, le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* conclut que [«Frankreich will sich nicht zu früh binden»](#) («La France ne veut pas se lier trop tôt») et décrit l'hostilité de la France à toute idée de révision des traités de Rome dans l'hypothèse d'une mise en place d'une Union économique et monétaire européenne. (Documents consultés le 10 octobre 2012.)

³⁹ Le 10 février 1971, au lendemain de la session du Conseil des ministres des Communautés européennes à Bruxelles, le quotidien néerlandais *Nieuwe Rotterdamse Courant* détaille les différentes étapes de l'Union économique et monétaire telle que prévue par le rapport Werner (article intitulé [«Akkoord economische en muntunie en EEG»](#) [«Accord sur l'union économique et monétaire dans la CEE»]). Le 11 février 1971, le quotidien italien *Corriere della Sera* présente à son tour [«Le decisioni di Bruxelles»](#) [«Les décisions de Bruxelles»] et insiste sur les effets possibles d'une Union économique et monétaire pour l'Italie. Toujours le 11 février 1971, sous le titre «La décision de créer une monnaie européenne», le quotidien belge *Le Soir* présente les différentes réactions suite aux décisions adoptées la veille à Bruxelles par le Conseil des ministres de la CEE au sujet de la mise en place d'une Union économique et monétaire. *Le Figaro* fait de même («Le programme de construction d'une Union économique et monétaire a pris le départ» dans *Le Figaro* du 11 février 1971). (Documents consultés le 10 octobre 2012.)

⁴⁰ «L'unité monétaire de l'Europe» dans *Tageblatt* du 26 février 1971.

⁴¹ Article intitulé [«Vers une monnaie européenne»](#) dans *La Métropole* (Belgique) du 23 février 1971. (Document consulté le 10 octobre 2012.)

⁴² [«Il n'y a pas d'alternative à l'unification monétaire»](#) dans *La Tribune de Lausanne - Le Matin* du 23 février 1971. Le quotidien suisse *La Tribune de Lausanne - Le Matin* commente la conférence sur la nécessité et les chances d'une union monétaire européenne que Pierre Werner a donnée la veille à Lausanne. La presse luxembourgeoise fera de même. [«Le Premier ministre Pierre Werner a parlé à Lausanne devant l'Office Vaudois pour le développement du commerce et de l'industrie sur le Plan Werner»](#) dans *Luxemburger Wort* du 24 février 1971. Plus tard, en avril 1971, le mensuel suisse *Wirtschafts Revue* publie une large [interview de Pierre Werner](#) dans laquelle il analyse l'avenir de la politique monétaire européenne. Ses prises de position paraissent dans bon nombre de revues économiques et de publications ciblant les relations internationales telles que *Problèmes économiques*, *Nieuwe Europa*, *Cahiers européens*, ou encore dans les publications de l'Assemblée parlementaire européenne. (Documents consultés le 10 octobre 2012.)